

**Art. 2.** De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 05 van organisatieafdeling 13 en van programma 03 van organisatieafdeling 19 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2007 wordt gewijzigd als volgt :

(in duizend euro)

Basisallocatie	Krediet na eerste aanpassing G.K.		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	OK	VK	OK	VK	OK
OA 13 51.06.05	2.700	2.500	- 2.700	- 2.500	0	0
OA 19 51.06.03	2.700	2.500	+ 2.700	+ 2.500	5.400	5.000

**Art. 3.** Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controle der Vastleggingen.

**Art. 4.** De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 december 2007.

M. DAERDEN

B. LUTGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 577

[2008/200643]

**20 JANVIER 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71, (CE) n° 2529/2001 et n° 2183/2005, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 552/2007 de la Commission du 22 mai 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 608/2007 de la Commission du 1<sup>er</sup> juin 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 972/2007 de la Commission du 20 août 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 octobre 2007;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, point 1<sup>o</sup>, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée en dernier lieu par la loi du 12 août 2003;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 2 février 2007;

Considérant la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, § 1<sup>er</sup>, et 64, § 1<sup>er</sup>, et 70, § 1<sup>er</sup>, point a), 2<sup>e</sup> tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant qu'il y a lieu, en ce qui concerne l'utilisation de la réserve nationale pour l'octroi de droits au paiement unique et suite à l'intégration des paiements pour le tabac, les produits laitiers ainsi que du soutien en faveur de la betterave à sucre et de la chiorée à inuline au régime de paiement unique en 2006, de préciser les conditions d'éligibilité à ces droits pour les agriculteurs se trouvant dans des situations spéciales et pour les agriculteurs dans les zones soumises à des programmes de restructuration ainsi que de fixer les modalités d'attribution de ces révisions de droits au paiement unique;

Considérant que les agriculteurs qui souhaitent bénéficier de ces droits issus de la réserve nationale doivent introduire, pour l'année civile 2006 leur demande pour le 31 mars 2006 et doivent en connaître les conditions et modalités d'attribution;

Considérant que l'administration doit, afin de contrôler efficacement les demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique par l'utilisation de la réserve nationale, vérifier la réalité des transferts d'exploitations ou de parties d'exploitation lorsque de tels transferts sont invoqués;

Considérant que dans un souci de simplification, il convient d'utiliser les données qui sont déjà à disposition de l'administration;

Considérant que, dans le cadre des demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique par l'utilisation de la réserve nationale, la preuve de l'existence d'un bail peut être fournie par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris et que, de ce fait, l'occupation des terres telle que déclarée par les agriculteurs dans leur déclaration de superficie constitue une présomption de l'occupation de ces terres par ceux-ci;

Considérant que les déclarations de superficies sont à disposition de l'administration et que de la sorte cet élément est vérifiable par celle-ci;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de mauvaise application du nouveau régime de paiement unique ou en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour la mise en place du régime,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2006 relatif aux demandes d'établissement ou d'adaptation des droits au paiement unique en 2005 par l'utilisation de la réserve nationale en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, sont apportées les modifications suivantes :

L'alinéa 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

- a) les mots "ou en 2006" sont insérés entre les mots "demande initiale" et les mots "conformément à l'article 5";
- b) les mots "introduite en 2005" sont insérés entre les mots "La demande" et les mots "ne peut être fondée";
- c) les mots "premier paragraphe; tandis que la demande introduite en 2006 ne peut être fondée que sur une des situations visées à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>bis." sont insérés entre les mots "visées à l'article 3" et les mots "Toutes les conditions".

**Art. 2.** Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté ministériel :

"Art. 2bis. L'agriculteur demandeur impliqué ou ayant été impliqué en tant que cédant dans un transfert de données de référence ou de droits notifiés ne peut solliciter l'allocation de droits issus de la réserve, hormis les cas de demandes d'allocation pour cause d'application d'un programme de restructuration, d'un acte administratif ou d'une décision judiciaire."

**Art. 3.** Dans l'article 3 du même arrêté ministériel, il est inséré un § 1bis rédigé comme suit :

"§ 1<sup>er</sup>bis. Pour les demandes visées à l'article 2, introduites en 2006, cinq situations peuvent être reconnues par l'administration :

- 1° les investissements dans des capacités de production;
- 2° l'achat, la location à long terme ou l'héritage de terres;
- 3° l'application de programmes de restructuration;
- 4° les actes administratifs et décisions judiciaires;
- 5° le leasing, en tant que cédant, d'une quantité de référence liée au secteur du lait en raison d'un cas de force majeure et/ou une circonstance exceptionnelle tel que visés à l'article 40 du Règlement (CE) n° 1782/2003."

**Art. 4.** A l'article 4 du même arrêté ministériel sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "ou en 2006" sont insérés entre les mots "demande, en 2005" et les mots "d'établissement ou d'adaptation";

b) en début de tirets 1, 2, 3 et 8, les mots suivants sont insérés : "pour les demandes introduites en 2005,";

c) les tirets suivants sont insérés entre les tirets 8 et 9 :

"- pour les demandes introduites en 2006, l'investissement doit avoir été effectué dans des capacités de production relatives au régime d'aides du secteur du tabac;

- pour les demandes introduites en 2006, les investissements considérés concernent la construction, la rénovation et l'achat de bâtiments de séchage dans le secteur du tabac;

- pour les demandes introduites en 2006, l'investissement doit atteindre au minimum 5.000 euros dans un/des bâtiments de séchage dans le secteur du tabac;

- pour les demandes introduites en 2006, dans le cas d'achat de bâtiment, l'agriculteur demandeur ne peut pas avoir introduit de demande de révision des droits provisoires fondée sur un héritage, un héritage anticipé, une succession par voie de cession de bail, une fusion d'exploitations, une scission d'exploitation ou une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres visés à l'article 3bis, § 2, points 3°, 5° et 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006;"

d) au dernier tiret, les mots "le secteur bovin pour le ou les régimes d'aides découplés ou des aides reçues dans le secteur ovin" sont remplacés par les mots "le secteur considéré";

2° au § 3, les mots "relatives aux aides ovines et/ou bovines par les données relatives aux aides ovines et/ou bovines reçues en 2004" sont remplacés par les mots "relatives, d'une part, aux aides ovines et/ou bovines pour les demandes introduites en 2005 et, d'autre part, aux aides tabac pour les demandes introduites en 2006, par les données relatives aux mêmes aides reçues en 2004".

**Art. 5.** A l'article 5, § 4, alinéa 2, du même arrêté ministériel, d'une part, les mots "en 2005" sont insérés entre les mots "Ce nombre d'hectares retenu est multiplié" et les mots "par le coefficient 0,83" et, d'autre part, les mots "déterminée en 2005" sont insérés entre les mots "la moyenne régionale" et les mots "soit à 252,60 euros".

**Art. 6.** Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté ministériel :

"Art. 5bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la motivation de la demande, en 2006, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur l'achat, la location à long terme ou l'héritage de terres, seules peuvent être reconnues par l'administration les situations suivantes :

1° l'héritage ou héritage anticipé d'une exploitation entière ou partielle qui a été affirmée pendant la période de référence entre le 15 mai 2004 et le 31 mars 2005 au plus tard pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac ou au plus tard le 31 mars 2006 pour les agriculteurs qui en bénéficient;

2° l'achat de terres au plus tard le 15 mai 2004 pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac ou au plus tard le 3 mars 2006 pour les agriculteurs qui en bénéficient;

3° la prise en location à longue durée d'une partie ou de la totalité d'une exploitation au plus tard le 3 mars 2006 pour les agriculteurs bénéficiant de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac.

§ 2. En cas de motivation fondée sur l'achat, la location ou l'héritage de terres, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- en cas d'héritage ou d'héritage anticipé, les terres considérées étaient mises à bail à un ou des tiers pendant la période de référence;
- l'agriculteur concerné ne peut avoir déclaré la superficie concernée pendant toute ou partie de la période de référence;
- l'agriculteur demandeur doit avoir déclaré cette superficie dans sa déclaration de superficie relative à 2006;
- dans le cas d'un achat de terres pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, la superficie concernée n'a pas été déclarée avant 2006 par le demandeur;
- la superficie concernée doit être au minimum de cinq ares pour les producteurs bénéficiant de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac et de deux hectares pour tous les autres cas;
- pour les producteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, la superficie concernée ne peut pas avoir fait l'objet, en tout ou en partie, d'une demande de révision des droits provisoires fondée sur un héritage, un héritage anticipé, une succession par voie de cession de bail, une fusion d'exploitations, une scission d'exploitation ou une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres visés à l'article 3, § 2, points 3°, 5° et 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006;
- pour les producteurs bénéficiant de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, la superficie concernée ne peut pas avoir fait l'objet, en tout ou en partie, d'une demande de révision des droits provisoires fondée sur un héritage, un héritage anticipé, une succession par voie de cession de bail, une fusion d'exploitations, une scission d'exploitation ou une clause contractuelle privée en cas de transfert de terres visés à l'article 3bis, § 2 et 5, points 3°, 5° et 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 précité;
- la superficie concernée ne peut avoir déjà fait l'objet d'une allocation de droits issus de la réserve nationale.

§ 3. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, troisième alinéa, en y indiquant le nombre d'hectares dont il a repris la jouissance en vertu de l'héritage, de l'achat ou de la location de terres concerné.

La motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes nécessaires au traitement de cette demande :

- un orthophotoplan sur lequel toutes les parcelles faisant l'objet de l'héritage, de l'achat ou de la location de terres concerné sont dessinées et numérotées en rouge;
- en cas d'héritage ou d'héritage anticipé, une attestation notariale ou une copie de l'acte de succession ou de donation;
- en cas d'achat de terres pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, soit une copie de l'acte de propriété ou de l'acte d'achat signé au plus tard le 15 mai 2004, soit une copie du compromis de vente signé au plus tard le 15 mai 2004 pour autant que l'agriculteur communique une copie de l'acte d'achat dans les dix jours où ce dernier sera établi et pour autant que l'agriculteur s'y engage;
- en cas d'achat de terres pour les agriculteurs bénéficiant de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, soit une copie de l'acte de propriété ou de l'acte d'achat signé au plus tard le 3 mars 2006, soit une copie du compromis de vente signé au plus tard le 3 mars 2006 et pour autant que l'agriculteur s'y engage;
- en cas de location de longue durée d'une partie ou de la totalité d'une exploitation pour les agriculteurs bénéficiant de l'intégration du soutien en faveur de la betterave à sucre et/ou de la chicorée à inuline et/ou de l'intégration des paiements relatifs au secteur du tabac, soit la copie du contrat de bail à ferme signé devant notaire au plus tard le 3 mars 2006, soit la copie d'un bail sous seing privé signé au plus tard le 3 mars 2006 et enregistré au plus tard avant la date d'introduction du formulaire standardisé visé à l'article 2, deuxième alinéa.

§ 4. En cas de motivation de la demande, fondée sur l'achat, la location à long terme ou l'héritage de terres, lorsque les conditions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3 sont satisfaites, le nombre de droits attribués à l'agriculteur est augmenté d'un nombre de droits égal au nombre d'hectares retenus par l'administration, dont il a repris la jouissance en vertu de l'héritage, de l'achat ou de la location de terres concerné. La valeur de chacun de ces droits octroyés par l'utilisation de la réserve nationale correspond à la moyenne régionale déterminée en 2006, soit à 350,23 euros, diminuée des réductions telles que visées aux articles 41 et 42 du Règlement (CE) n° 1782/2003."

**Art. 7.** A l'article 6 du même arrêté ministériel sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "ou en 2006" sont insérés entre les mots "en 2005" et les mots "d'établissement ou d'adaptation";

b) aux points 2° et 3°, les mots "une date comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et la date d'introduction de la demande initiale" sont remplacés par les mots "une date comprise entre, d'une part, le 1<sup>er</sup> janvier 2000 pour les demandes introduites en 2005 et, d'autre part, le 16 mars 2005 pour les demandes introduites en 2006, et la date d'introduction de la demande initiale";

2° au § 2, tirets 3 et 4, les mots "en 2005" sont remplacés par les mots "l'année de l'introduction de la demande".

**Art. 8.** Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté ministériel :

"Art. 6bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la motivation de la demande, en 2006, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur un leasing d'une quantité de référence lait en tant que cédant, seuls les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles suivants sont reconnus :

- le décès de l'agriculteur ou du conjoint aidant;
- l'incapacité professionnelle de longue durée de l'agriculteur;
- la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;
- l'épizootie ayant affecté tout ou partie du cheptel de l'agriculteur et ayant entraîné un ordre d'abattage total ou partiel.

§ 2. Lorsque la motivation de la demande, en 2006, d'établissement ou d'adaptation des droits par l'utilisation de la réserve nationale est fondée sur un leasing d'une quantité de référence lait en tant que cédant en raison d'un cas de force majeure et/ou une circonstance exceptionnelle, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- le leasing doit avoir été effectué au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 mars 2006;
- le cas de force majeure et/ou la circonstance exceptionnelle doit être survenu au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 mars 2006 ou au cours de l'année précédente;

- en cas de décès, seul le décès de l'agriculteur, du gérant de société ou d'un membre du groupement de personnes physiques concerné au cours de la période de référence ou de l'année précédente est pris en considération, à l'exclusion de toute autre personne et de toute autre période. Le décès du conjoint aidant peut également être pris en considération à condition que ce conjoint soit, au moment du décès, conjoint aidant ou présumé l'être conformément à l'article 7bis de l'arrêté royal du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, et à condition que l'agriculteur initial demandeur était ou bien une personne physique seule ou bien un groupement d'époux. Par exception, le conjoint qui serait présumé conjoint aidant du seul gérant d'une personne morale pourrait être pris en compte pour autant que le gérant soit le conjoint de la personne décédée et que la personne morale réponde aux conditions d'accès aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

- en cas d'incapacité professionnelle de l'agriculteur, seule l'incapacité professionnelle de l'agriculteur, du gérant de la société ou d'un membre du groupement de personnes physiques concerné, survenue l'année précédant le début de la période de référence ou au cours de la période de référence est prise en considération, à l'exclusion de toute autre personne et de toute autre période. La demande ne peut être introduite que par l'agriculteur qui a été en incapacité professionnelle au cours de la période de référence ou l'année précédente qu'il agisse en tant que personne physique seule, que gérant de la société considérée ou que membre du groupement de personnes physiques concerné;

- en cas de destruction accidentelle de bâtiments d'élevage, seul est reconnu comme tel tout événement survenu au cours de la période de référence ou de l'année précédente et ayant entraîné la destruction d'un bâtiment d'hébergement des animaux de l'exploitation considérée;

- en cas d'épizootie, seuls les cas reconnus par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) ou équivalent (Inspection vétérinaire) au cours de la période de référence ou de l'année précédente et ayant entraîné un ordre d'abattage total ou partiel sont retenus.

§ 3. L'agriculteur demandeur doit introduire le formulaire standardisé visé à l'article 2, troisième alinéa, dûment complété.

La motivation de la demande doit être accompagnée des pièces justificatives suivantes nécessaires au traitement de cette demande :

- en cas de décès, un certificat de décès de l'agriculteur et dans le cas du décès du conjoint aidant, la demande doit également être accompagnée d'une attestation fournie par la caisse d'assurance justifiant que l'époux ou l'épouse était conjoint aidant;

- en cas d'incapacité professionnelle de l'agriculteur, soit une copie de l'attestation d'incapacité de travail reconnue par une mutualité; soit une attestation d'un médecin spécialiste, à l'exclusion de celle d'un médecin généraliste, ou une copie des factures d'hospitalisation mettant clairement en évidence l'incapacité professionnelle de longue durée;

- en cas de destruction accidentelle de bâtiments d'élevage, l'agriculteur doit joindre à sa demande une attestation d'assurance ou du service incendie prouvant cette destruction;

en cas d'épizootie, l'agriculteur doit joindre à sa demande l'ordre d'abattage total ou partiel.

§ 4. En cas de motivation de la demande, fondée sur le leasing, en tant que cédant, d'une quantité de référence lait en raison d'un cas de force majeure et/ou une circonstance exceptionnelle, lorsque les conditions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3 sont satisfaites, la quantité de référence louée est considérée comme disponible en 2005."

**Art. 9.** L'article 7 du même arrêté est modifié comme suit :

1° les mots "ou en 2006" sont insérés entre les mots "en 2005" et les mots "d'établissement ou d'adaptation".

2° le même article est complété par les mots suivants : "dans le cadre des demandes introduites en 2005 et au plus tard le 31 mars 2006 dans le cadre des demandes introduites en 2006".

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006, à l'exception de l'article 2 qui s'applique au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Namur, le 20 janvier 2008.

B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 577

[2008/200643]

#### 20. JANUAR 2008 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71, (EG) Nr. 2529/2001 und Nr. 2183/2005, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 552/2007 der Kommission vom 22. Mai 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 608/2007 der Kommission vom 1. Juni 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 972/2007 der Kommission vom 20. August 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Oktober 2007;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, Punkt 1°, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 12. August 2003;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der am 2. Mai 2007 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58, § 1 und 64, § 1 und 70, § 1, Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass einerseits für die Verwendung der nationalen Reserve für die Gewährung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie und im Anschluss an die Eingliederung der Zahlungen für den Tabak, die die Milcherzeugnisse sowie der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und der inulinhaltigen Zichorie ab 2006 die Bedingungen für die Beihilfefähigkeit zu bestimmen sind, sei es für jene Landwirte, die sich in außergewöhnlichen Situationen befinden und/oder bei Umstrukturierungs- oder Entwicklungsprogrammen, und dass andererseits die Modalitäten für die Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie festzulegen sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte, die diese Ansprüche aus der nationalen Reserve beziehen möchten, für das Kalenderjahr 2006 ihren Antrag bis zum 31. März einreichen müssen und daher über die Bedingungen und die Modalitäten für die Vergabe dieser Ansprüche informiert sein müssen;

In der Erwägung, dass die Verwaltung um die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie durch die Verwendung der nationalen Reserve wirkungsvoll zu kontrollieren, die Wirklichkeit der Übertragungen von Betrieben oder von Betriebsabschnitten überprüfen muss, insofern derartige Übertragung geltend gemacht werden;

In der Erwägung, dass im Sinne einer Vereinfachung, die Daten, die der Verwaltung bereits zur Verfügung stehen, zu verwenden sind;

In der Erwägung, dass, im Rahmen der Anträge auf Bestimmung oder Anpassung von Ansprüchen auf die Betriebsprämien durch die Verwendung der nationalen Reserve der Beweis des Bestehens eines Pachtvertrags mit allen Rechtsmitteln, einschließlich durch Zeugen und Vermutungen, erbracht werden kann und dass infolgedessen die Nutzung der Ländereien, wie sie durch die überlassenden Landwirte in ihrer Flächenerklärung erklärt worden ist, eine Vermutung der vorherigen Nutzung dieser Ländereien durch den betroffenen überlassenden Landwirt darstellt;

In der Erwägung, dass die Flächenerklärungen zur Verfügung der Verwaltung stehen und diese Angaben durch die Verwaltung auf diese Art und Weise überprüft werden können;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der unsachgemäßen Anwendung der neuen Regelung für die Zahlung der Betriebsprämie und der Nichteinhaltung der durch die Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen;

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 2 des Ministerialerlasses vom 7. Juli 2006 über die Anträge auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie für das Jahr 2005 durch die Verwendung der nationalen Reserve in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik wird wie folgt abgeändert:

Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

der Wortlaut "oder 2006" wird zwischen den Wortlaut "eines ursprünglichen Antrags" und den Wortlaut "gemäß Artikel 5" eingefügt;

b) der Wortlaut "Der Antrag kann nur" wird durch den Wortlaut "Der 2005 eingereichte Antrag kann nur" ersetzt;

c) der Wortlaut "in Artikel 3 erwähnten Situationen begründet werden" wird durch den Wortlaut "in Artikel 3, Paragraph 1 erwähnten Situationen begründet werden, wohingegen der 2006 eingereichte Antrag sich lediglich auf eine der in Artikel 3, Paragraph 1bis angeführten Sachlagen beziehen darf" ersetzt.

**Art. 2** - In demselben Ministerialerlass wird ein Artikel 2bis mit folgendem Wortlaut angefügt:

"Art. 2bis - Der antragstellende Landwirt, der als Überlasser in einer Übertragung von Referenzangaben oder mitgeteilten Ansprüchen beteiligt ist oder gewesen ist, ist nicht berechtigt, einen Antrag auf Zuteilung von Rechten aus der nationalen Reserve zu stellen, außer in den Fällen, in denen sich dieser Antrag auf die Anwendung eines Umstrukturierungsprogramms, einer Verwaltungshandlung oder eines Gerichtsbeschlusses bezieht."

**Art. 3** - In Artikel 3 desselben Ministerialerlasses wird ein Paragraph 1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1bis. Für die in Artikel 2 angeführten und 2006 eingereichten Anträge können fünf Situationen von der Verwaltung berücksichtigt werden:

1° die Investitionen zur Erhöhung der Betriebskapazitäten;

2° der Ankauf, die langfristige Pacht oder die Erbschaft von Ländereien;

3° die Anwendung von Umstrukturierungsprogrammen;

4° die Verwaltungshandlungen und Gerichtsbeschlüsse;

5° das Leasing, als Überlasser, einer Referenzmenge des Milchsektors wegen eines Falls höherer Gewalt und/oder außergewöhnlicher Bedingungen nach Artikel 40 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003."

**Art. 4** - In Artikel 4 desselben Ministerialerlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird der Wortlaut "oder 2006" zwischen den Wortlaut "für das Jahr 2005" und den Wortlaut "eingereichten Antrags" eingefügt;

b) am Anfang der Gedankenstriche 1, 2, 3 und 8 wird folgender Wortlaut eingefügt: "Für die 2005 eingereichten Anträge";

c) zwischen den Gedankenstrichen 8 und 9 werden die folgenden Gedankenstriche eingefügt:

- Für die 2006 eingereichten Anträge, muss die Investition zur Erhöhung der Betriebskapazitäten im Rahmen der Beihilferegelung des Tabaksektors getätigt worden sein;

- Für die 2006 eingereichten Anträge, betreffen die berücksichtigten Investitionen den Bau, die Sanierung und den Ankauf von Gebäuden für das Trocknen des Tabaks;

- Für die 2006 eingereichten Anträge, muss die Investition mindestens 5.000 Euro für den Bau von einem oder mehreren Gebäuden für das Trocknen des Tabaks erreichen;

- Handelt es sich im Rahmen der 2006 eingereichten Anträge um den Ankauf eines Gebäudes, darf der antragstellende Landwirt keinen Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte wegen einer Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft, einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, einer Fusion von Betrieben, einer Aufteilung eines Betriebs oder einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, angeführt in Artikel 3*bis*, Paragraph 2, Punkt 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> und 7<sup>o</sup> des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 eingereicht haben;"

d) im letzten Gedankenstrich wird der Wortlaut "im Rindersektor erhaltenen Beihilfen für die entkoppelte(n) Beihilferegelung(en) oder die Summe der für den Schafsektor" durch den Wortlaut "im betreffenden Sektor" ersetzt;

2<sup>o</sup> in § 3 wird der Wortlaut "bezüglich der Beihilfen im Rinder- und / oder Schafsektor durch die Angaben über die 2004 erhaltenen Beihilfen im Rinder- und / oder Schafsektor" durch den Wortlaut "bezüglich einerseits der Beihilfen im Rinder- und/oder Schafsektor für die 2005 eingereichten Anträge und andererseits der Beihilfen für Tabak für die 2006 eingereichten Anträge durch die Angaben für dieselben 2004 erhaltenen Beihilfen".

**Art. 5** - In Artikel 5, § 4, Absatz 2 desselben Ministerialerlasses wird einerseits der Wortlaut "2005" zwischen den Wortlaut "Die berücksichtigte Anzahl Hektar wird" und dem Wortlaut "mit dem Koeffizienten 0,83 multipliziert" eingefügt und wird andererseits der Wortlaut "dem regionalen Durchschnittswert" durch den Wortlaut "dem 2005 bestimmten regionalen Durchschnittswert" ersetzt.

**Art. 6** - In demselben Ministerialerlass wird ein Artikel 5*bis* mit folgendem Wortlaut angefügt:

"Art. 5*bis* - § 1. Falls die Begründung des für das Jahr 2006 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf den Ankauf, die langfristige Pacht oder die Erbschaft von Ländereien bezieht, so können lediglich die drei nachfolgenden Situationen von der Verwaltung berücksichtigt werden:

1<sup>o</sup> Vererbung oder vorweggenommene Erbfolge eines gesamten Betriebs oder eines Teils davon, der während des Referenzzeitraums zwischen dem 15. Mai 2004 und dem 31. März verpachtet worden war, für jene Landwirte, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen oder spätestens am 31. März 2006 für jene Landwirte, die in den Genuss dieser Eingliederung gelangen;

2<sup>o</sup> Ankauf von Ländereien spätestens am 15. Mai 2004 für jene Landwirte, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen oder spätestens am 3. März 2006 für jene Landwirte, die in den Genuss dieser Eingliederung gelangen;

3<sup>o</sup> Langfristige Pacht eines Teils des Betriebs oder des gesamten Betriebs spätestens am 3. März 2006 für jene Landwirte, die in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen;

§ 2. Bezieht sich die Begründung auf den Ankauf, die Pacht oder die Vererbung von Ländereien, so müssen die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

- Handelt es sich um eine Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft, so waren die betreffenden Ländereien während des Referenzzeitraums an eine oder mehrere Drittpersonen verpachtet;

- der antragstellende Landwirt darf die betreffende Fläche während des gesamten Referenzzeitraums oder eines Teils davon nicht angegeben haben;

- der antragstellende Landwirt muss diese Fläche in seinen Flächenerklärungen für das Jahr 2006 angegeben haben;

- Bei einem Ankauf von Ländereien für jene Landwirte, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, hat der antragstellende Landwirt diese Fläche nicht vor dem Jahr 2006 angegeben;

- Die betreffende Fläche muss wenigstens fünf Ar umfassen für jene Landwirte, die in den Genuss der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen und zwei Hektar in allen anderen Fällen;

- Für jene Erzeuger, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, darf für die gesamte betreffende Fläche oder für einen Teil dieser Fläche kein Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte wegen einer Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft, einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, einer Fusion von Betrieben, einer Aufteilung eines Betriebs oder einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, angeführt in Artikel 3, Paragraph 2, Punkt 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> und 9<sup>o</sup> des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 eingereicht worden sein;

- Für jene Erzeuger, die in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, darf für die gesamte betreffende Fläche oder für einen Teil dieser Fläche kein Antrag auf Revision der vorläufigen Rechte wegen einer Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft, einer Erbschaft durch Übertragung eines Pachtvertrags, einer Fusion von Betrieben, einer Aufteilung eines Betriebs oder einer privaten Vertragsklausel im Falle der Übertragung von Ländereien, angeführt in Artikel 3*bis*, Paragraph 2, und 5, Punkt 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> und 7<sup>o</sup> des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 eingereicht worden sein;

- Die betreffende Fläche darf nicht bereits Gegenstand einer Zuteilung von Rechten aus der nationalen Reserve gewesen sein.

§ 3. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 3 angeführte Musterformular einreichen, indem er die Anzahl Hektar angibt, deren Nutznießung er durch Erbschaft, Ankauf oder Pacht der betreffenden Ländereien übernommen hat.

Der Begründung des Antrags müssen die nachfolgenden Belege beigefügt werden, die für die weitere Bearbeitung notwendig sind:

- ein Orthofotoplan, auf dem alle Parzellen, die Gegenstand der Erbschaft, des Ankaufs oder der Pacht der Ländereien sind, in roter Farbe eingezeichnet und nummeriert sind;

- Handelt es sich um eine Erbschaft, einer vorweg genommenen Erbschaft, eine notarielle Bescheinigung oder eine Kopie der Erbschafts- oder Schenkungsurkunde;

- Handelt es sich um einen Ankauf von Ländereien für jene Landwirte, die nicht in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, entweder eine Kopie der spätestens am 15. Mai 2004 unterzeichneten Besitzurkunde oder Kaufvertrags, oder ggf. der spätestens am 15. Mai 2004 unterzeichneten Verkaufszusage, unter der Bedingung, dass der Landwirt innerhalb von zehn Tagen nach Unterzeichnung der Verkaufszusage eine Kopie übermittelt, falls der Landwirt sich dazu verpflichtet hat;

- Handelt es sich um einen Ankauf von Ländereien für jene Landwirte, die in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, entweder eine Kopie der spätestens am 3. März 2006 unterzeichneten Besitzurkunde oder Kaufvertrags, oder ggf. der spätestens am 3. Mai 2006 unterzeichneten Verkaufszusage, unter der Bedingung, dass der Landwirt sich dazu verpflichtet hat;

- Handelt es sich um eine langfristige Pacht eines Teils des Betriebs oder des gesamten Betriebs für jene Landwirte, die in den Genuss der Eingliederung der Unterstützung zugunsten der Zuckerrübe und/oder der inulinhaltigen Zichorie und/oder der Eingliederung der Zahlungen für den Tabak gelangen, entweder die Kopie des vor dem 3. März 2006 vor einem Notar unterzeichneten Pachtvertrags, oder die Kopie eines vor dem 3. März 2006 privatschriftlich unterzeichneten Vertrags, der vor dem Datum des Einreichens des in Artikel 2, Absatz 2 erwähnten Musterformulars eingetragen worden sein muss.

§ 4. Bezieht sich die Begründung auf den Ankauf, die Pacht oder die Vererbung von Ländereien und sind die in den Paragraphen 1<sup>er</sup> bis 3 angeführten Bedingungen erfüllt, so wird die Anzahl der dem Landwirt gewährten Ansprüche um eine Anzahl von Ansprüchen erhöht, die der Anzahl der von der Verwaltung berücksichtigten Hektar entspricht, deren Nutznießung dieser Landwirt durch Vererbung, Ankauf oder Pacht der betreffenden Ländereien übernommen hat. Der Wert jedes dieser durch die Verwendung der nationalen Reserve gewährten Ansprüche entspricht dem 2006 bestimmten regionalen Durchschnittswert, d.h. 350,23 Euro, reduziert um die in den Artikeln 41 und 42 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erwähnten Kürzungen."

**Art. 7** - In Artikel 6 desselben Ministerialerlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird der Wortlaut "oder 2006" zwischen den Wortlaut "für das Jahr 2005" und den Wortlaut "eingereichten Antrags" eingefügt;

b) in den Punkten 2° und 3° wird der Wortlaut "einem Datum zwischen dem 1. Januar 2000 und dem Datum des Einreichens des ursprünglichen Antrags" durch den Wortlaut "einem Datum zwischen einerseits dem 1. Januar 2000 für die 2005 eingereichten Anträge und andererseits dem 16. März 2005 für die 2006 eingereichten Anträge und dem Datum des Einreichens des ursprünglichen Antrags";

2° In § 2, Gedankenstrich 3 wird der Wortlaut "im Jahre 2005" durch den Wortlaut "im Jahre des Einreichens des Antrags" ersetzt und in Gedankenstrich 4 wird der Begriff "2005" durch den Wortlaut "im Jahre des Einreichens des Antrags" ersetzt.

**Art. 8** - In demselben Ministerialerlass wird ein Artikel 6*bis* mit folgendem Wortlaut angefügt:

"Art. 6*bis* - § 1<sup>er</sup>. Falls die Begründung des für das Jahr 2006 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf das Leasing, als Überlasser, einer Referenzmenge des Milchsektors bezieht, so werden lediglich die nachfolgenden Fälle höherer Gewalt oder außergewöhnlichen Bedingungen anerkannt werden:

- der Tod des Landwirts oder seines mithelfenden Ehepartners;
- die länger andauernde Berufsunfähigkeit des Landwirts;
- d) die unfallbedingte Zerstörung von Stallgebäuden des Betriebs;
- die Tierseuche, die den gesamte Bestand des Landwirts oder einen Teil davon betroffen hat und die zu einem Schlachtbefehl für den gesamte Bestand oder einen Teil davon geführt hat.

§ 2. Falls die Begründung des für das Jahr 2006 eingereichten Antrags auf Bestimmung oder Anpassung der Ansprüche durch die Verwendung der nationalen Reserve sich auf das Leasing, als Überlasser, einer Referenzmenge des Milchsektors aufgrund eines Falls höherer Gewalt und/oder einer außergewöhnlichen Bedingung, so müssen die nachfolgenden Bedingungen erfüllt sein:

- das Leasing muss im Laufe des Zeitraums vom 1. April 2005 bis zum 31. März 2006 durchgeführt worden sein;
- der Fall höherer Gewalt und/oder die außergewöhnliche Bedingung muss im Laufe des Zeitraums vom 1. April 2005 bis zum 31. März 2006 oder im Laufe des vorangegangenen Jahres eingetreten sein;

- Im Todesfall kann nur der Tod des Landwirts, des Geschäftsführers oder eines Mitglieds der betreffenden Vereinigung von natürlichen Personen, der sich während des Referenzzeitraums oder im Jahr davor ereignet hat, berücksichtigt werden. Der Tod einer anderen Person oder während eines anderen Zeitraums wird nicht berücksichtigt. Der Tod des mithelfenden Ehepartners kann ebenfalls berücksichtigt werden, unter der Bedingung, dass dieser Ehepartner zum Zeitpunkt seines Ablebens mithelfender Ehepartner war oder dass diese Eigenschaft vorausgesetzt werden kann gemäß Artikel 7*bis* des Königlichen Erlasses vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen und unter der Bedingung, dass es sich bei dem Landwirt, von dem der Antrag ursprünglich ausgeht, entweder um eine alleinige natürliche Person oder eine Vereinigung von Eheleuten handelt. Im Rahmen einer Ausnahmeregelung könnte der Ehepartner, dessen Eigenschaft als mithelfender Ehepartner des alleinigen Geschäftsführers einer juristischen Person vorausgesetzt werden kann, berücksichtigt werden, unter der Bedingung, dass der Geschäftsführer der Ehepartner der verstorbenen Person ist, und dass die juristische Person die Bedingungen für den Zugang zu den Investitionsbeihilfen in den landwirtschaftlichen Betrieben erfüllt, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft vorgesehen werden.

- Im Falle der Berufsunfähigkeit des Landwirts kann nur die Unfähigkeit des Landwirts, des Geschäftsführers oder eines Mitglieds der betreffenden Vereinigung von natürlichen Personen, die sich während des Jahres vor dem Referenzzeitraum oder während des Referenzzeitraums ereignet hat, berücksichtigt werden. Die Unfähigkeit einer anderen Person oder während eines anderen Zeitraums wird nicht berücksichtigt. Der Antrag kann nur durch den Landwirt eingereicht werden, dessen Berufsunfähigkeit sich während des Referenzzeitraums oder während des Jahres davor ereignet hat, ob er als alleinige natürliche Person, als Geschäftsführer der betreffenden juristischen Person oder als Mitglied der betreffenden Vereinigung von natürlichen Personen handelt;

- Im Falle einer unfallbedingten Zerstörung von Aufzuchtställen wird nur das Ereignis berücksichtigt, dass sich während des Referenzzeitraums oder während des Jahres davor ereignet hat und das die Zerstörung eines Gebäudes des betreffenden Betriebs, in dem die Tiere untergebracht sind, zur Folge hatte;

- Im Falle einer Tierseuche werden nur die während des Referenzzeitraums oder während des Jahres davor aufgetretenen Fälle, die von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette (FASNK) oder einer gleichwertigen Einrichtung (Veterinärinspektion) anerkannt worden sind und die zu einem Schlachtbefehl für den gesamte Bestand oder einen Teil davon geführt haben, anerkannt.

§ 3. Der antragstellende Landwirt muss das in Artikel 2, Absatz 3 angeführte Musterformular ordnungsgemäß ausgefüllt einreichen.

Der Begründung des Antrags müssen die nachfolgenden Belege beigefügt werden, die für die weitere Bearbeitung notwendig sind:

- Im Todesfall muss eine Sterbeurkunde des Landwirts beigefügt werden und falls der Tod den mithelfenden Ehepartner betrifft, muss dem Antrag zudem eine Bescheinigung der Sozialversicherungskasse, durch die belegt wird, dass der Ehepartner mithelfender Ehepartner war, beigefügt werden.

- Im Falle der Berufsunfähigkeit des Landwirts entweder eine Kopie der Bescheinigung der von einer Krankenkasse anerkannten Berufsunfähigkeit, oder eine Bescheinigung eines Facharztes (die Bescheinigung eines Allgemeinmediziners ist nicht zulässig) oder eine Kopie der Rechnungen für den Krankenhausaufenthalt, die eine länger andauernde Berufsunfähigkeit belegen;

- Im Falle einer unfallbedingten Zerstörung von Aufzuchtställen muss der Landwirt seinem Antrag eine Bescheinigung der Versicherungsgesellschaft oder der Feuerwehr, durch die die Zerstörung belegt wird, beifügen.

Im Falle einer Tierseuche muss der Landwirt seinem Antrag eine Kopie des Schlachtbefehls für den gesamten Bestand oder eines Teils davon beifügen.

§ 4. Falls die Begründung des Antrags sich auf das Leasing, als Überlasser, einer Referenzmenge des Milchsektors aufgrund eines Falls höherer Gewalt und/oder einer außergewöhnlichen Bedingung bezieht und die in den Paragraphen 1 bis 3 angeführten Bedingungen erfüllt sind, so gilt die geleaste Referenzmenge für das Jahr 2005 als verfügbar“.

**Art. 9** - Artikel 7 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° der Wortlaut "oder 2006" wird zwischen den Wortlaut "für das Jahr 2005" und den Wortlaut "eingereichten Antrags" eingefügt;

2° Dieser Artikel wird wie folgt ergänzt: "im Rahmen der 2005 eingereichten Anträge und spätestens am 31. März 2006 im Rahmen der 2006 eingereichten Anträge."

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam, außer Artikel 2, der am 1. Januar 2005 wirksam wird.

Namur, den 20. Januar 2008

B. LUTGEN

\_\_\_\_\_

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 577

[2008/200643]

**20 JANUARI 2008. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagerechten in 2005 door het gebruik van de nationale reserve ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid**

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71, (EG) nr. 2529/2001 en 2183/2005, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 552/2007 van 22 mei 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 608/2007 van de Commissie van 1 juni 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 972/2007 van de Commissie van 20 augustus 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 oktober 2007;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 12 augustus 2003;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagerechten in 2005 door het gebruik van de nationale reserve ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 2 februari 2007;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van de artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2de streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat wat betreft het gebruik van de nationale reserve voor de toekenning van bedrijfstoelagenrechten en ten gevolge van de opname van de betalingen voor tabak, zuivelproducten en de steun voor de suikerbiet en in de inulinechicorei in de bedrijfstoelageregeling in 2006, de voorwaarden om in aanmerking te komen voor die rechten nader moeten worden bepaald voor de landbouwers die zich bevinden in bijzondere toestanden en voor de landbouwers in de gebieden waarvoor herstructureringsprogramma's gelden en dat vaststellingsvoorwaarden m.b.t. die rechten moeten worden bepaald;

Overwegende dat voor het kalenderjaar 2006 de landbouwers die in aanmerking wensen te komen voor die rechten uit de nationale reserve, hun aanvraag moeten indienen uiterlijk op 31 maart 2006 en ingelicht moeten worden over de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten;

Overwegende dat om de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagenrechten door het gebruik van de nationale reserve efficiënt te controleren, de werkelijkheid van gehele of gedeeltelijke bedrijfsoverdrachten moet geverifieerd worden door het bestuur wanneer dergelijke overdrachten worden ingeroepen;

Overwegende dat met het oog op vereenvoudiging, de al ter beschikking van het bestuur gestelde gegevens moeten worden gebruikt;

Overwegende dat in het kader van de aanvragen om vaststelling of aanpassing van bedrijfstoelagenrechten door het gebruik van de nationale reserve, het bewijs van het bestaan van een huurovereenkomst kan worden geleverd door alle wettelijke middelen, getuigen en vermoedens inbegrepen, en dat derhalve het gebruik van de gronden zoals aangegeven door de landbouwers in hun oppervlakteaangifte een vermoeden vormt van de bezetting van die gronden door laatstgenoemden;

Overwegende dat de oppervlakteaangiften ter beschikking van het bestuur worden gesteld en dat derhalve voornoemd element verifieerbaar is;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij slechte toepassing van de nieuwe rechtstreekse bedrijfstoelageregeling of bij niet-naleving van de termijnen opgelegd bij de Europese regelgeving voor de instelling van dat stelsel,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het ministerieel besluit van 7 juli 2006 betreffende de aanvragen om vaststelling of aanpassing van de bedrijfstoelagenrechten in 2005 door het gebruik van de nationale reserve ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt als volgt gewijzigd :

lid 1 wordt als volgt gewijzigd :

b) de woorden "of in 2006" worden ingevoegd tussen de woorden "2005" en de woorden "een aanvankelijke aanvraag";

b) de woorden "in 2005 ingediende" worden ingevoegd tussen het woord "De" en het woord "aanvraag";

c) de woorden ", paragraaf 1; terwijl de in 2006 ingediende aanvraag enkel kan berusten op één van de toestanden bedoeld in artikel 3, paragraaf 1bis" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld in artikel 3" en de woorden "Alle vereiste voorwaarden".

**Art. 2.** Een artikel 2bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde ministerieel besluit ingevoegd :

"Art. 2bis. De landbouwer-aanvrager die als overlater betrokken is (geweest) bij een overdracht van referentiegegevens of medegedeelde rechten mag de toekenning van rechten uit de reserve niet aanvragen, behoudens de gevallen van toekenningsaanvragen wegens de uitvoering van een herstructureringsprogramma, een bestuurshandeling of een gerechtelijke beslissing."

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde ministerieel besluit wordt een § 1bis toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 1bis. Wat betreft de in artikel 2 bedoelde aanvragen die in 2006 ingediend zijn, kunnen vijf situaties in aanmerking worden genomen :

1° de investeringen in productiecapaciteit;

2° de aankoop, de huur op lange termijn of de vererving van gronden;

3° de toepassing van herstructureringsprogramma's;

4° de bestuurshandelingen en gerechtelijke beslissingen;

5° de leasing in de hoedanigheid van overlater van een referentiehoeveelheid verbonden aan de zuivelsector wegens een geval van overmacht en/of een buitengewone omstandigheid zoals bedoeld in artikel 40 van Verordening (EG) nr. 1782/2003."

**Art. 4.** Artikel 4 van hetzelfde ministerieel besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1 wordt als volgt gewijzigd :

b) in lid 1 worden de woorden "of in 2006" ingevoegd tussen de woorden "aanvraag" en de woorden "om vaststelling of aanpassing";

b) op het einde van de streepjes 1, 2, 3 en 8 worden de woorden "voor de aanvragen ingediend in 2005" ingevoegd;

c) volgende streepjes worden ingevoegd tussen streepjes 8 en 9 :

"de investering moet betrekking hebben op de productiecapaciteit betreffende de steunregeling in de tabaksector voor de aanvragen ingediend in 2006;

- de betrokken investeringen betreffen de bouw, renovatie en aankoop van gebouwen voor droging in de tabaksector voor de aanvragen ingediend in 2006;

- de investering moet minstens 5.000 euro bedragen in een gebouw/in gebouwen voor droging in de tabaksector voor de aanvragen ingediend in 2006;

- in geval van aankoop van een gebouw mag de landbouwer-aanvrager geen aanvraag om herziening van de voorlopige rechten hebben ingediend indien die gegrond zou zijn op een vererving, een vervroegde vererving, een erfopvolging bij wege van huuroverdracht, een fusie of splitsing van bedrijven of een privaatrechtelijke contractuele clause bij grondoverdracht zoals bedoeld in artikel 3bis, § 2, punten 3°, 5° en 7°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006, voor de aanvragen ingediend in 2006;

d) in het laatste streepje worden de woorden "in de rundvleessector voor het of de ontkoppelde steunregelingen of van de steun in de schapensector" vervangen door de woorden "de betrokken sector";

2° in § 3 worden de woorden "betreffen de steun voor schapen en/of geiten door de gegevens betreffende de in 2004 verleende steun voor runderen en/of varkens" vervangen door de woorden "betreffende enerzijds de steun voor schapen en/of runderen voor de aanvragen ingediend in 2005 en anderzijds de steun voor tabak voor de aanvragen ingediend in 2006, door de gegevens betreffende dezelfde steun gekregen in 2004".

**Art. 5.** In artikel 5, § 4, lid 2, van hetzelfde ministerieel besluit worden enerzijds de woorden "in 2005" ingevoegd tussen de woorden "Dat aantal hectaren wordt vermenigvuldigd" en de woorden "met coëfficiënt 0,83" en anderzijds worden de woorden "berekend in 2005" ingevoegd tussen de woorden "het gewestelijke gemiddelde" en de woorden "namelijk 252,60 euro".

**Art. 6.** Een artikel *5bis*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde ministerieel besluit ingevoegd :

"Art. *5bis*. § 1. Wanneer de motivering van de aanvraag in 2006 tot vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op de aankoop, de huur op lange termijn of de vererving van grond, worden enkel de volgende toestanden erkend door het bestuur :

1° de vererving of de vervroegde vererving van een volledig of gedeeltelijk bedrijf dat in pacht is gegeven tijdens de referentieperiode tussen 15 mei 2004 en uiterlijk 31 maart 2005 voor de landbouwers die niet in aanmerking komen voor opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen voor de tabaksector of uiterlijk op 31 maart 2006 voor de landbouwers die er wel voor in aanmerking komen;

2° de aankoop van grond uiterlijk op 15 mei 2004 voor de landbouwers die niet in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector of uiterlijk op 3 maart 2006 voor de landbouwers die er wel voor in aanmerking komen;

3° de huur op lange termijn van (een deel van) een bedrijf uiterlijk op 3 maart 2006 voor de landbouwers die in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector.

§ 2. In geval van motivering gegrond op de aankoop, de huur of de vererving van grond moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- in geval van vererving of vervroegde vererving werd de betrokken grond verhuurd aan één of meerdere derden tijdens de referentieperiode;

- de betrokken landbouwer mag de betrokken oppervlakte niet hebben aangegeven tijdens het geheel of een gedeelte van de referentieperiode;

- de landbouwer-aanvrager moet die oppervlakte aangegeven hebben in zijn oppervlakteaangifte in 2006;

- bij aankoop van grond voor de landbouwers die niet in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector is de betrokken oppervlakte door de aanvrager niet aangegeven voor 2006;

- de betrokken oppervlakte moet minstens vijf are bedragen voor de producenten die in aanmerking komen voor de opname van de betalingen betreffende de tabaksector en twee hectare voor de andere gevallen;

- voor de producenten die niet in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector mag er voor de betrokken oppervlakte noch geheel noch gedeeltelijk een aanvraag zijn ingediend tot herziening van de voorlopige rechten gegrond op een vererving, een vervroegde vererving, een erfopvolging bij wege van huuroverdracht, een fusie of splitsing van bedrijven of een privaatrechtelijke contractuele clause bij grondoverdracht zoals bedoeld in artikel 3, § 2, punten 3°, 5° en 9° van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006;

- voor de producenten die in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector mag er voor de betrokken oppervlakte noch geheel noch gedeeltelijk een aanvraag zijn ingediend tot herziening van de voorlopige rechten gegrond op een vererving, een vervroegde vererving, een erfopvolging bij wege van huuroverdracht, een fusie of splitsing van bedrijven of een privaatrechtelijke contractuele clause bij grondoverdracht zoals bedoeld in artikel *3bis*, § 2, punten 3°, 5° en 7° van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006;

- er mogen nog geen rechten uit de nationale reserve zijn toegekend voor de betrokken oppervlakte.

§ 3. De landbouwer-aanvrager moet het in artikel 2, derde lid, bedoelde standaardformulier indienen met vermelding van het aantal hectaren waarvan hij het genot heeft overgenomen krachtens de betrokken vererving, aankoop of huur van grond.

De motivering van de aanvraag moet vergezeld zijn van de volgende bewijsstukken die noodzakelijk zijn voor de behandeling van die aanvraag :

- een orthofotoplan waarop alle percelen die het voorwerp uitmaken van de betrokken vererving, aankoop of huur van grond, staan getekend en in het rood genummerd;

- in geval van feitelijke of verwachte vererving, een notarieel attest of een afschrift van de verervings- of schenkingsakte;

- bij aankoop van grond voor de landbouwers die niet in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector, ofwel een afschrift van de eigendomsakte of van de koopakte, ondertekend op uiterlijk 15 mei 2004, ofwel een afschrift van de voorlopige koopakte, ondertekend op uiterlijk 15 mei 2004 voor zover de landbouwer een afschrift van de koopakte overmaakt binnen de tien dagen nadat de akte is opgemaakt en voor zover de landbouwer zich daartoe verbindt;

- bij aankoop van grond voor de landbouwers die in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector, ofwel een afschrift van de eigendomsakte of van de koopakte, ondertekend op uiterlijk 3 maart 2006, ofwel een afschrift van de voorlopige koopakte, ondertekend op uiterlijk 3 maart 2006 en voor zover de landbouwer zich daartoe verbindt;

- bij huur op lange termijn van (een deel van) een bedrijf voor de landbouwers die in aanmerking komen voor de opname van de steun ten gunste van de suikerbiet en/of de inulinechicorei en/of de opname van de betalingen betreffende de tabaksector, ofwel het afschrift van de voor notaris ondertekende huurpachtovereenkomst uiterlijk op 3 maart 2006, ofwel het afschrift van een onderhandse huurovereenkomst uiterlijk op 3 maart 2006 en uiterlijk vóór de datum van indiening van het standaardformulier bedoeld in artikel 2, lid 2, geregistreerd.

§ 4. In geval van motivering van de aanvraag, gegrond op de aankoop, de huur op lange termijn of de vererving van grond, wanneer de in §§ 1 tot 3 bedoelde voorwaarden zijn vervuld, wordt het aan de landbouwer toegekende aantal rechten verhoogd met een aantal rechten dat gelijk is aan het door het bestuur in aanmerking genomen aantal hectaren, waarvan hij het genot heeft overgenomen krachtens de betrokken vererving, aankoop of huur van grond. De waarde van elk van die toegekende rechten uit de nationale reserve stemt overeen met het gewestelijke gemiddelde berekend in 2006, namelijk 350, 23 euro, verminderd met de verlagingen zoals bedoeld in artikelen 41 tot 42 van Verordening (EG) nr. 1782/2003."

**Art. 7.** Artikel 6 van hetzelfde ministerieel besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1 wordt als volgt gewijzigd :

b) in lid 1 worden de woorden "of in 2006" ingevoegd tussen de woorden "in 2005" en de woorden "om vaststelling of aanpassing";

b) in de punten 2° en 3° worden de woorden "1 januari 2000 en de indieningsdatum van de aanvankelijke aanvraag" vervangen door de woorden "tussen enerzijds 1 januari 2000 voor de aanvragen ingediend in 2005 en anderzijds 16 maart 2005 voor de aanvragen ingediend in 2006, en de indieningsdatum van de aanvankelijke aanvraag";

2° in § 2, derde en vierde streepje, worden de woorden "(in) 2005" vervangen door de woorden "het jaar van de indiening van de aanvraag".

**Art. 8.** Een artikel *6bis*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde ministerieel besluit ingevoegd :

"Art. *6bis*, § 1<sup>er</sup>. Wanneer de motivering van de aanvraag in 2006 om vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op een leasing van een referentiehoeveelheid melk als overlater, worden enkel de volgende gevallen van overmacht of buitengewone omstandigheid erkend :

- het overlijden van de landbouwer of van de meewerkend echtgenoot;
- de langdurige arbeidsongeschiktheid van de landbouwer;
- de toevallige vernietiging van de veeteeltgebouwen van het bedrijf;
- de epizoötie die het geheel of een gedeelte van de veestapel van de producent aantast en die een geheel of gedeeltelijk slachtbevel met zich meebrengt.

§ 2. Wanneer de motivering van de aanvraag in 2006 om vaststelling of aanpassing van de rechten door gebruik van de nationale reserve gegrond is op een leasing van een referentiehoeveelheid melk als overlater, wegens een geval van overmacht en/of buitengewone omstandigheid, dienen volgende voorwaarden vervuld te zijn :

- de leasing dient verricht te zijn tijdens de periode van 1 april 2005 tot 31 maart 2006;
- het geval van overmacht en/of de buitengewone omstandigheid moeten zich hebben voorgedaan tijdens de periode van 1 april 2005 tot 31 maart 2006 of in de loop van het voorgaande jaar;
- in geval van overlijden wordt enkel het overlijden van de landbouwer, van de beheerder van de vennootschap of van een lid van de betrokken groepering van natuurlijke personen die zich heeft voorgedaan tijdens de referentieperiode of het voorgaande jaar, in aanmerking genomen met uitsluiting van elke andere persoon of periode. Het overlijden van de meewerkende echtgenoot kan ook in aanmerking worden genomen op voorwaarde dat de echtgenoot op het ogenblik van het overlijden meewerkend is of geacht wordt meewerkend te zijn overeenkomstig artikel *7bis* van het koninklijk besluit van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en voor zover de aanvankelijke landbouwer-aanvrager hetzij een alleenstaande natuurlijke persoon, hetzij een groepering van echtgenoten was. Bij wijze van uitzondering kan de echtgenoot die geacht is meewerkend echtgenoot te zijn van de enige beheerder van een rechtspersoon, in aanmerking worden genomen voor zover de beheerder de echtgenoot van de overleden persoon is en op voorwaarde dat de rechtspersoon voldoet aan de voorwaarden om de steun voor investeringen in landbouwbedrijven te genieten zoals voorzien bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw;

- in geval van arbeidsongeschiktheid van de landbouwer wordt enkel de arbeidsongeschiktheid van de landbouwer, van de beheerder van de vennootschap of van een lid van de betrokken groepering van natuurlijke personen die zich heeft voorgedaan in het jaar voorafgaande aan het begin van de referentieperiode of tijdens de referentieperiode, in aanmerking genomen met uitsluiting van elke andere persoon of periode. De aanvraag mag alleen worden ingediend door de landbouwer die arbeidsongeschikt was in tijdens de referentieperiode of in het voorgaande jaar, ongeacht of hij handelt als alleenstaande natuurlijke persoon, als beheerder van de betrokken vennootschap of als lid van de betrokken groepering van natuurlijke personen;

- bij toevallige vernietiging van voor veehouderij bestemde gebouwen wordt enkel als dergelijke erkend, elke gebeurtenis die zich heeft voorgedaan tijdens de referentieperiode of in het voorgaande jaar en als die de vernietiging van een gebouw voor dierenverblijf van het betrokken bedrijf met zich heeft meegebracht;

- bij epizoötie worden enkel de gevallen erkend door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV) of een gelijkwaardige instelling (veterinaire inspectie) tijdens de referentieperiode of in het voorgaande jaar en die een geheel of gedeeltelijk slachtbevel met zich meebrengt, in aanmerking genomen.

§ 3. De landbouwer-aanvrager moet het gestandaardiseerd formulier bedoeld in artikel 2, lid 3, behoorlijk ingevuld, indienen.

De motivering van de aanvraag moet vergezeld zijn van de volgende bewijsstukken die noodzakelijk zijn voor de behandeling van die aanvraag :

- bij overlijden, een bewijs van overlijden van de landbouwer en bij overlijden van de meewerkende echtgenoot moet bij de aanvraag eveneens een door de verzekeringskas afgeleverd attest gevoegd worden waarbij wordt bewezen dat de echtgenoot of echtgenote meewerkend was;

- bij arbeidsongeschiktheid van de landbouwer, ofwel een afschrift van het attest van de arbeidsongeschiktheid, erkend door een ziekenkas; ofwel een attest van een specialist, met uitsluiting van die van een huisarts, ofwel een afschrift van de hospitalisatiefacturen waarbij de langdurige arbeidsongeschiktheid duidelijk wordt bewezen;

- bij toevallige vernietiging van voor veehouderij bestemde gebouwen moet de landbouwer bij zijn aanvraag een verzekeringsattest of een attest van de brandweerdienst voegen waarbij die vernietiging wordt bewezen;

bij epizoötie wordt een afschrift van het gehele of gedeeltelijke slachtbevel gevoegd bij de aanvraag van de landbouwer.

§ 4. Wanneer de motivering van de aanvraag gegrond op de leasing van een referentiehoeveelheid melk als overlater, wegens een geval van overmacht en/of buitengewone omstandigheid, wanneer de voorwaarden bedoeld in de §§ 1 tot 3 zijn vervuld, wordt de gehuurde referentiehoeveelheid als beschikbaar beschouwd in 2005."

**Art. 9.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden "of in 2006" ingevoegd tussen de woorden "in 2005" en de woorden "om vaststelling of aanpassing";

2° hetzelfde artikel wordt aangevuld met volgende woorden : "in het kader van de aanvragen ingediend in 2005 en uiterlijk op 31 maart 2006 in het kader van de aanvragen ingediend in 2006."

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006, met uitzondering van artikel 2, dat van toepassing is op 1 januari 2005.

Namen, 20 januari 2008.

B. LUTGEN